

## Les Français favorables à une énergie plus propre et plus performante

Françoise Gros, Jean-Luc Volatier

*L'énergie à domicile se fait souvent discrète : on l'utiliserait sans s'en apercevoir, si les factures n'étaient pas là pour rappeler régulièrement qu'elle est indispensable à la vie de tous les jours. Le chauffage, la production d'eau chaude, la cuisson des aliments, l'éclairage, les équipements électriques consomment de l'énergie. Au total, la consommation énergétique finale de la France s'élève en 1990 à environ 175 millions de tonnes-équivalent-pétrole, dont 43% sont le fait des ménages à domicile et des services (chauffage, éclairage). Selon l'Observatoire de l'Énergie, ce type de consommation devance donc l'utilisation industrielle ou agricole (32%), en déclin, et celle des transports (25%), en progression. D'où l'importance des enjeux économiques de l'« énergie à domicile » et l'ampleur des efforts engagés par les pouvoirs publics, les organismes indépendants, les distributeurs et les particuliers pour la maîtriser.*

*L'enquête du CRÉDOC sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français » permet d'analyser depuis quatorze ans les pratiques et opinions des Français en matière d'énergie, notamment leurs attitudes à propos du chauffage, de l'évolution des prix énergétiques et des relations entre énergie et environnement.*

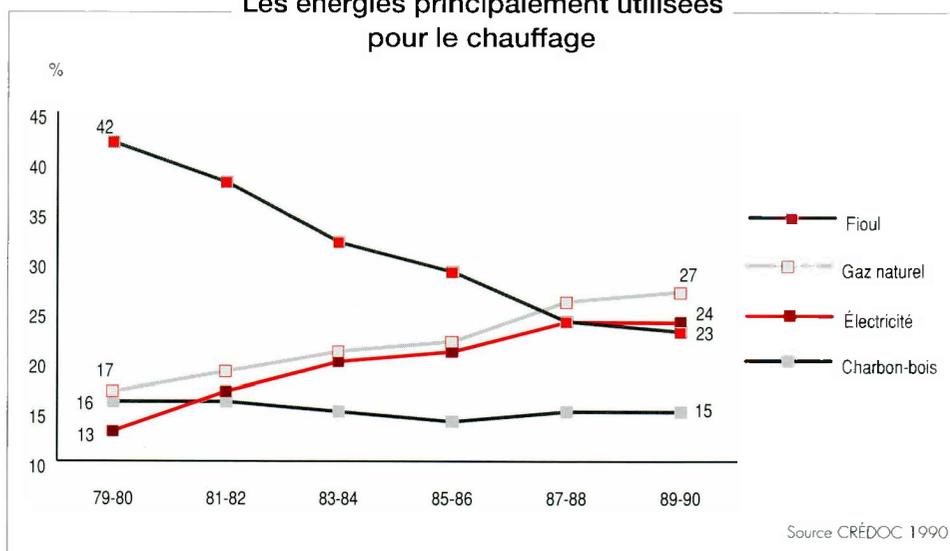
### Chauffage : le déclin du fioul

La bonne vieille chaudière à mazout sera-t-elle un jour reléguée au musée des équipements domestiques comme aujourd'hui le poêle à charbon est en passe de l'être ? Les Français sont en effet de plus en plus nombreux à préférer les énergies dont le développement est plus récent comme le gaz naturel ou l'électricité. Elles sont considérées comme plus confortables (surtout l'électricité) ou moins coûteuses (surtout le gaz). 42 % des Français considéraient à la fin de 1990 que l'électricité est la source d'énergie de chauffage idéale pour le confort, 32 % désignaient le gaz

et seulement 13 % le fioul. En tenant compte du coût, 42 % citent le gaz, 15 % l'électricité, 14 % le fioul. Le confort et le coût d'utilisation sont bien les critères les plus importants en cas de remplacement du système de chauffage : en 1990, 38 % des Français désignent le coût d'utilisation comme élément le plus déterminant, 29 % indiquent le confort d'utilisation (simplicité, propreté), 21 % la sécurité et 10 % le coût d'équipement.

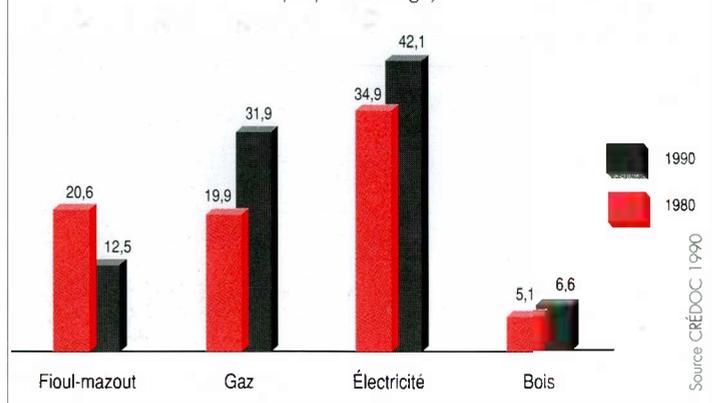
Malgré cette évolution régulière des préférences vers l'électricité pour le confort seul et surtout vers le gaz pour le confort et le coût, les Français ont cependant tendance à considérer que l'énergie qu'ils utilisent actuellement est la meilleure pour tous les critères de

Les énergies principalement utilisées pour le chauffage



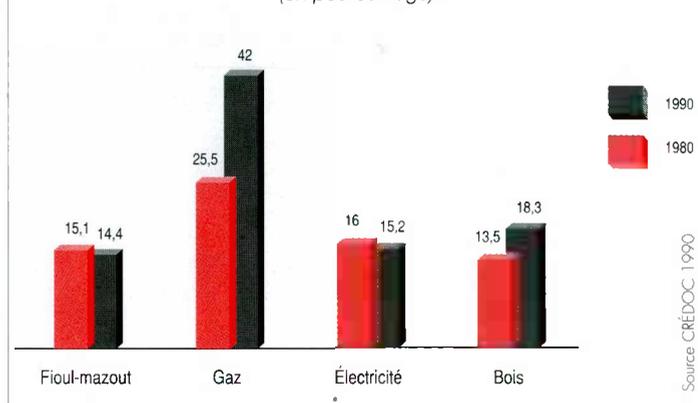
Source d'énergie jugée idéale pour le confort sans tenir compte du coût

(en pourcentage)



Source d'énergie jugée idéale pour le confort en tenant compte du coût

(en pourcentage)



choix : coût d'utilisation, coût d'équipement, confort, sécurité. Cette fidélité ralentit sans doute les changements de comportements en matière d'énergie de chauffage.

La charge financière que représente l'investissement dans une nouvelle chaudière ou l'amélioration de l'isolation de la maison peut aussi faire renoncer à « sauter le pas ». La forte baisse du prix du pétrole en 1986 lors du « contre-choc pétrolier » ralentit aussi les évolutions. Malgré tout, les Français ont massivement changé d'énergie en 10 ans : 42 % d'entre eux déclaraient être chauffés au fioul en 1979-1980, contre seulement 23 % en 1989-1990. Le renouvellement

du parc immobilier a fortement accru ce phénomène : 13% des Français vivant dans un logement construit après 1974 sont chauffés au fioul-mazout. Les préférences des consommateurs rejoignent donc les impératifs économiques (indépendance énergétique et diversification des approvisionnements d'énergie importée) : ce consensus en faveur du gaz et de l'électricité ne peut qu'induire à long terme la raréfaction du fioul en tant qu'énergie de chauffage.

marchés mondiaux. Or le passé récent a amplement démontré que nul ne peut prédire l'évolution à cinq ans du prix du fioul-mazout. Ainsi, au printemps 1990 et avant l'invasion du Koweït par l'Irak, seulement 9 % des Français tenaient le fioul pour l'énergie la plus menacée à moyen terme par une hausse des prix (40 % citaient l'électricité, 33 % le carburant auto et 5 % le gaz). A la fin de l'année, ils étaient trois fois plus nombreux (32 %). Comment anticiper et prendre position dans ces conditions ? Pour les Français, aujourd'hui assez déboussolés, la crainte des risques de fluctuation de prix peut certainement de plus en plus influencer le choix. Dans un précédent numéro de *Consommation et mode de vie* (n° 36 - février 1989), le pessimisme des Français en matière d'évolution des prix énergétiques avait déjà été mis en évidence. Nos concitoyens veulent-ils ainsi se prémunir de mauvaises surprises ? Cette explication n'est cependant pas la seule dans le cas de l'électricité. En effet, suite

## Le retour du bois?

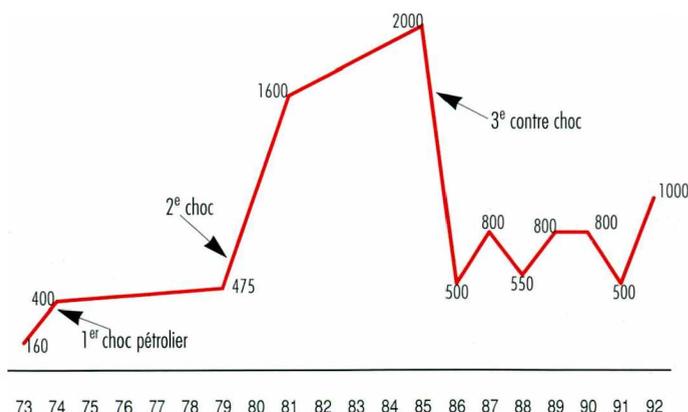
L'image du bois comme énergie de chauffage est doublement positive : pas chère et considérée comme « naturelle », même si la combustion du bois produit des oxydes de carbone et des fumées. Les opinions en faveur de cette énergie se développent lentement : en 1990, 18 % des Français considèrent le bois comme la source d'énergie idéale pour le confort en tenant compte du coût, ce qui le place, pour ce critère, loin derrière le gaz (42 %) mais d'une courte tête devant l'électricité (15 %) et le fioul (14 %). Est-ce un effet de la ruralisation, du développement des cheminées-insert ou des chaudières à bois à alimentation automatique ? Environ 11 % des Français déclarent se chauffer principalement au bois en 1990. Ainsi, l'utilisation du bois de chauffage est loin d'être marginale, même dans les logements récents.

## Les fluctuations brutales du prix du pétrole « déboussolent » les consommateurs

Choisir et investir dans telle ou telle énergie de chauffage, c'est faire un pari sur l'évolution des prix du pétrole sur les

Évolution du prix de la tonne de pétrole brut importé

(en francs)



à un contrat de plan signé entre l'État et EDF en 1985 et renouvelé en 1989, la société nationale baisse régulièrement ses prix en termes réels depuis cette date. Malgré les importants progrès effectués, les Français ne sont donc peut-être pas suffisamment informés des évolutions économiques dans le secteur de l'énergie. En tout état de cause, ils estiment en majorité utile la publicité pour les sources d'énergie et sont assez nombreux à souhaiter plus d'informations sur la politique énergétique du gouvernement.

## Énergie et protection de l'environnement : une prise de conscience...

Consommation énergétique et protection de l'environnement sont fortement associées dans l'esprit de nos concitoyens : 70 % pensent que pollution et utilisation de l'énergie sont très liées. Les Français ont des points de vue bien tranchés sur le caractère plus ou moins polluant des différentes énergies : ils considèrent que le fioul (51 %) et le charbon (33 %) sont les énergies les plus polluantes. Celles qui préservent le plus l'environnement sont les énergies renouvelables comme le solaire et l'éolienne (48 %), l'électricité (34 %) et, dans une moindre mesure, le bois (12 %). La place avantageuse de l'électricité est due sans doute en partie au fait que son origine – nucléaire, hydraulique ou thermique – n'était pas précisée aux enquêtés. Rappelons enfin que l'inquiétude vis-à-vis d'un accident de centrale nucléaire tend depuis plusieurs années à augmenter lentement au même rythme que les autres craintes individuelles ou collectives (*Consommation et Modes de Vie* n° 62 – nov. 1991).

## ...malgré une certaine méconnaissance

Cette prise de conscience des enjeux écologiques est cependant à nuancer par l'aveu d'une certaine méconnaissance : une large majorité de Français

(72 %) déclare aujourd'hui qu'« on ne sait pas ce qui pollue dans nos habitudes de tous les jours ». En réfléchissant à la pollution liée à la consommation énergétique, nous n'identifions pas toujours bien simultanément tous les risques de pollution : production de gaz carbonique et risque d'effet de serre, diffusion dans l'atmosphère d'oxydes d'azote, de soufre et provocation de pluies acides, déchets radioactifs et risques d'accident nucléaire, fumées, cendres, marées noires, fragilité accrue des forêts en cas de gestion maladroite. Hiérarchiser ces risques et ces nuisances est un travail d'expert bien difficile à réaliser.

La méconnaissance avouée des énergies renouvelables fait écho à cette attente d'information des Français sur les risques de pollution : 40 % des personnes interrogées désignent le manque d'information comme obstacle majeur à l'utilisation de l'énergie solaire, avant le prix (36 %) et les doutes sur la qualité et les performances des équipements (17 %).

## L'accroissement du niveau de vie peut stimuler la défense de l'environnement

La défense de l'environnement est un thème qui suscite un accord général

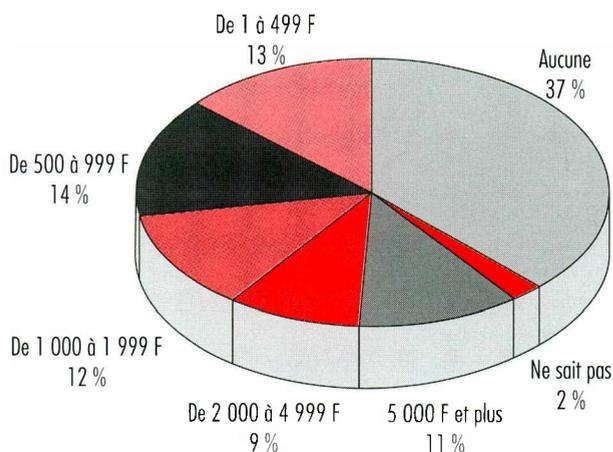
## Chauffage et charges collectives : être responsable de ses dépenses

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991, la pose de répartiteurs de frais de chauffage dans les immeubles équipés d'un chauffage central collectif est obligatoire. Cette décision rejoint les souhaits de la population : à l'automne 1990, 86 % des Français s'étaient prononcés pour une facturation selon la consommation réelle de préférence à un système forfaitaire.

dans la population... tant qu'on ne parle pas de l'effort financier qu'une telle politique peut rendre nécessaire. Ainsi, quand on demande aux Français la somme supplémentaire qu'ils seraient disposés à payer pour s'équiper d'appareils assurant une meilleure protection de l'environnement, plus du tiers répondent « aucune dépense », et seulement un sur dix « plus de 5 000 francs ». Ces derniers sont assez souvent des diplômés du supérieur (38 % ont au moins le bac), ont plus fréquemment de 40 à 59 ans et appartiennent à des ménages à haut revenu (30 % disposent de 15 000 francs et plus par mois). Ce qui ne signifie pas, bien entendu, que les ménages

### Somme supplémentaire que les Français sont disposés à payer

pour s'équiper d'appareils assurant une meilleure protection de l'environnement



Source CÉTEDOC 1990

à faible revenu ne sont pas prêts à faire de tels efforts. Ils sont simplement plus nombreux à ne pas vouloir ou plutôt ne pas pouvoir payer une somme supplémentaire pour adapter leurs équipements de chauffage. Les personnes âgées de plus de 60 ans sont aussi parmi les plus réticentes.

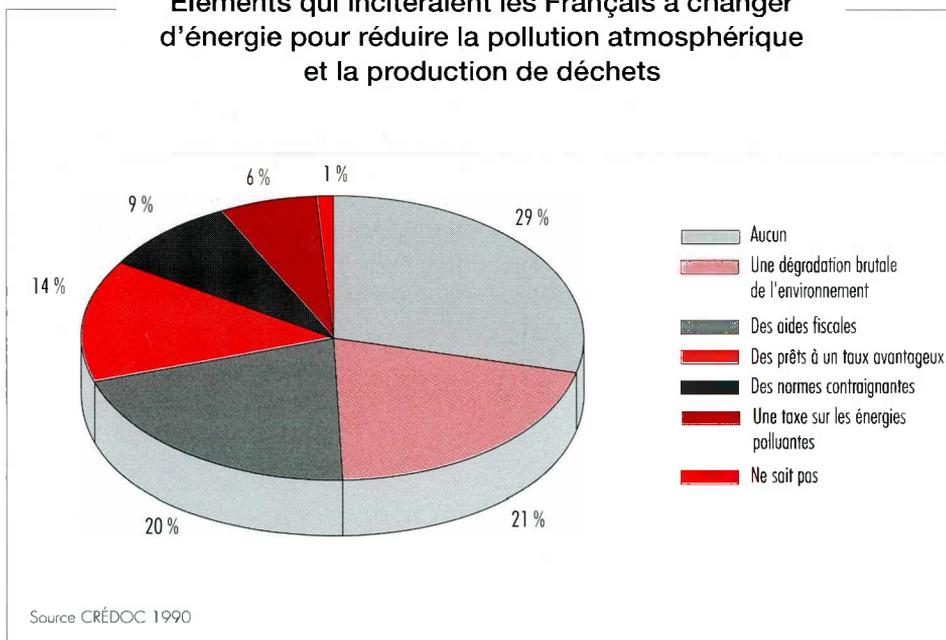
Cette contrainte de coût se manifeste encore plus clairement quand on propose aux Français des choix concrets. Une majorité est prête à régler périodiquement sa chaudière (58 %) ou à faire installer une régulation pour 500 francs à 1 000 francs (62 %) afin de réduire la pollution atmosphérique. En revanche,

nous refusons majoritairement de changer notre chaudière (74 %) pour répondre à ce même objectif de réduction des pollutions. Il est vrai qu'il pourrait nous en coûter de 10 000 à 25 000 francs.

Autrement dit, économiser l'énergie permet à la fois de préserver l'environnement et d'alléger la facture énergétique de la France (et celle de chacun d'entre nous). Mais l'accroissement de notre niveau de vie nous autoriserait sans doute aussi à consacrer des sommes plus élevées à la défense de la planète, par exemple en adaptant nos équipements de chauffage.

## Économiser l'énergie et protéger l'environnement : vive les aides fiscales !

Éléments qui inciteraient les Français à changer d'énergie pour réduire la pollution atmosphérique et la production de déchets



Seulement 5 % des Français ont déjà changé d'énergie pour en choisir une autre moins polluante et 3 % envisagent de le faire très prochainement. Parmi les autres (92 %), plus de la moitié se déclarent prêts à changer spontanément d'énergie pour réduire la pollution atmosphérique et limiter la production de déchets. Qu'est-ce qui conduirait les Français qui n'ont pas encore pris de décision à changer éventuellement ? Principalement une dégradation brutale de l'environnement ou des aides (déductions fiscales, prêts). Les mesures plus autoritaires (normes contraignantes, taxes) seraient nettement moins bien acceptées par les Français. Le climat est donc favorable à la floraison de nombreuses aides fiscales incitant à économiser l'énergie et à défendre l'environnement.

## Pour en savoir plus

● Les résultats présentés ici sont tirés de l'enquête du CRÉDOC « Conditions de Vie et Aspirations des Français » (automne 1989 et 1990) qui a lieu chaque année depuis 1978 auprès de 2000 individus de 18 ans et plus. De nombreux thèmes sont abordés dans cette enquête (formation, famille et politiques sociales, logement et cadre de vie quotidien, énergie, emploi, transports, santé, situation économique, perception des conditions de vie, environnement familial et social, loisirs, valeurs et inquiétudes). Depuis 1984, une seconde vague d'enquête a lieu au printemps.

Le volet Énergie, suivi régulièrement dans l'enquête depuis 1979 associe la participation de l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Énergie, Électricité de France, Gaz de France et l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur.

● Les résultats présentés ici sont issus des rapports suivants :

*Les Français et l'énergie* – Vague d'automne 1989, F. Gros, Collection des Rapports du CRÉDOC, n° 87, oct. 1990, 260 F plus 20 F de port. *Opinions sur l'énergie et sur ses utilisations* – Vague d'automne 1990, F. Gros, Collection des Rapports du CRÉDOC, n° 105, sept. 1991, 280 F plus 20 F de port.

Les données économiques générales sont issues de *La politique énergétique de la France* – Observatoire de l'Énergie – DGEMP – Éd. Dunod, mars 1991.

### CRÉDOC – Consommation et Modes de Vie

Publication du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CRÉDOC)

Directeur de la publication : Robert Rochefort

Rédacteur en chef : Yvon Rendu

Relations publiques : Brigitte Ezvan

142, rue du Chevaleret, 75013 Paris  
Tél. : (1) 40 77 85 00

Diffusion par abonnement uniquement  
160 francs par an – Environ 10 numéros

Commission paritaire n° 2193 – AD/PC/DC

Réalisation : La Souris : 45 21 09 61